

Vademecum sur les inégalités sociales en France ou quelques réalités à ne pas oublier

Cette synthèse a été réalisée essentiellement à partir du numéro 228 daté de septembre 2004 de l'excellent mensuel " Alternatives économiques "

Revenus des familles

10%	ont moins de	609 euros par mois
30%	ont moins de	1175 euros par mois
50%	ont moins de	1719 euros par mois
10%	ont plus de	3887 euros par mois

Ces chiffres sont constatés à partir des revenus fiscaux.

Et pendant ce temps là,

Jean Marie Messier, quand il était président de Vivendi Universal occupait à titre gracieux un appartement Park Avenue à New York, qui valait 17,5 millions de dollars. Pour son licenciement, il était prévu qu'il touche 20,5 millions de dollars.

Jean René Fortou pour une année de loyaux services a obtenu 1 million d'options d'achat de Vivendi Universal, plus value potentielle 19 millions d'euros.

Bernard Arnault patron de LVMH en 2002 a obtenu 600 000 stocks-options de LVMH, plus value potentielle 22,9 millions d'euros.

Philippe Jaffré a touché en 1999 10 millions d'euros net d'impôts, plus des stocks options pour une plus value potentielle de 30 millions d'euros.

La rémunération moyenne des patrons des entreprises du CAC 40 est égale à 323 fois le SMIC.

Vacances pour qui ?

En France, 30 % des familles n'ont pas les moyens de se payer une semaine de vacances.

Chômage : un phénomène qui marque toute la société

Il y a en France environ 24,5 millions de personnes travaillant ou souhaitant travailler.

Le chiffre officiel du chômage (été 2004) est de 2,5 millions.

En fait il y a 4 millions de personnes demandant du travail, et ce sans compter ceux qui découragés ne cherchent plus, sans compter 2,9 millions d'emplois précaires (CDD, intérim ou emplois aidés), et 1,2 millions de personnes en temps partiel mais souhaitant un temps plein :

+ 2,5 millions	chiffre officiel
+ 0,4 million	chiffre officiel de ceux qui demandeurs d'emplois ne sont pas comptabilisés, car ayant travaillés sur des petits boulots durant le mois passé plus de 78 heures.
+ 0,21 million	chômeurs des DOM-TOM, non comptabilisés dans le chiffre de 2,5
+ 0,9 million	chômeurs enregistrés comme cherchant non un CDI mais un CDD ou un temps partiel, non comptabilisés dans le chiffre de 2,5

Ce qui fait un total de 8,1 millions de chômeurs, précaires ou temps partiel subis, soit presque un tiers de la population souhaitant travailler.

Le RMI : les idées reçues

53 % des français pensent que " cela risque d'inciter les gens à s'en contenter "

56% des français pensent que " pauvreté et exclusion sont souvent liés au refus de travailler "

Le RMI est de 417 euros par mois ; le seuil de pauvreté est aujourd'hui de 602 euros par mois et par personne.

Près de 10 % des SDF ne touchent pas le RMI, parce qu'ils ne le demandent pas.

50 % des chômeurs indemnisés par l'UNEDI touchent moins de 834 euros par mois.

Ecole : la sélection sociale

Entrés en 6^{ème} en 1995 1/3 des enfants sont des enfants d'ouvriers

En terminale en 2001, il n'en reste que 15 % en filière scientifique (terminale S)

En classe préparatoire, sur 100 élèves il n'y a plus en 2002 que 6 % d'enfants d'ouvriers ; c'est la même chose en 3^{ème} cycle universitaire, où sur 180 000 étudiants, il y a 8 800 seulement d'origine ouvrière ; quant aux Grandes Ecoles ils ne sont que 1 %.

Les raisons en sont bien connues depuis les années 60-70 et les livres de Bourdieu et Passeron (notamment " les héritiers ", " la reproduction sociale "...) et de Baudelot et Establet (" l'école capitaliste en France ")

Les raisons n'ont pas changé: proximité culturelle, confort d'études (une chambre à soi ou non), le fait de pouvoir bénéficier ou non de cours privés payants. A ce propos rappelons cette inégalité flagrante : les familles imposées peuvent déduire jusqu'à 50 % de leur coût de leurs impôts, les familles non imposées payent plein pôt, quand elles peuvent se les payer ; tarif actuel chez Acodoma, leader de ce marché 26,50 euros de l'heure)

Et toujours le système scolaire légitime les inégalités sociales en les faisant passer pour des traitements dus au mérite individuel.

Logement : un scandale toujours présent

La fondation Abbé Pierre estime à 3 millions de familles les mal logés. Cette estimation regroupe les SDF, les familles logeant en meublés, logements temporaires instables et les logements sans le minimum de confort : WC et douches.

Dans les années 1970, il se construisait de 120 à 140 000 logements sociaux par an.

Dans les années 1980, il ne s'en construisait plus que 60 000 logements sociaux par an.

En 2002, le nombre est tombé à 30 000 logements sociaux.

Le plan Borloo promet d'ici 2009 de revenir à la construction de 120 000 logements sociaux par an ; mais les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent et le financement de cette promesse est bien incertain.

Santé : l'espérance et la qualité de vie n'est pas la même pour tous

Pourcentages d'élèves de CM2 ayant deux dents cariées non soignées :

- 15,2 % des enfants d'ouvriers non qualifiés
- 6,2 % des enfants d'employés
- 2,7 % des enfants de cadres

9 % de la population ne bénéficie que de la sécurité sociale de base ; cette partie de la population a plus de 566,5 euros par mois et par personne de revenus (seuil au 1^{er} juillet 2003) et n'a donc pas droit à la CMU (couverture médicale universelle)

5 millions de personnes n'ont pas d'assurance complémentaire santé.

Insécurité : ce sont les plus fragiles qui en pâtissent le plus

Sarkozy annonce " 2003 a été un tournant dans l'évolution de la délinquance constatée en France. La baisse est de 3,4 % des crimes et délits, de 4 114 000 en 2002 à 3 975 000 en 2003 " et de s'en attribuer le mérite bien sûr !

En fait, les vols déclarés ont baissé de 5,6 % tandis que les atteintes aux personnes déclarées progressaient de 16,5 %.

Si cette rubrique figure dans ce vademecum des inégalités, c'est que ce sont en premier lieu les milieux populaires qui sont touchés par ces agressions.